TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Publications des Services économiques

Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 9 au 15 octobre 2020

Le 16 octobre 2020

Résumé

Asie du Sud : La fermeture des écoles, une perte de 622 à 880 Mds USD selon la Banque mondiale.

Bangladesh : Nouvelles prévisions de croissance de la Banque mondiale (1,6%) et du FMI (4,4%) pour 2020-21. Hausse de la dette publique. Augmentation des dépôts en finance islamique. Les réserves de devises étrangères au plus haut à 40 Mds USD (+25% en g.a.). Chute du taux de chômage à 4% en septembre après un pic de 22,4% en juillet.

Bhoutan : Nette contraction du déficit commercial au terme du premier semestre 2020.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Nouvelle révision à la baisse, des prévisions de croissance de la Banque mondiale et du FMI. Des prévisions plutôt optimistes pour le prochain exercice budgétaire. Reprise des investissements indiens à l'étranger. Les exportations en hausse en septembre pour la première fois en sept mois. L'IPC au plus haut en septembre et diminution de l'IIP de 8% en août. *Politiques monétaire et financière :* Taux directeurs inchangés et plus de liquidités. Mesures pour stimuler la consommation avant les fêtes de Diwali. *Autres informations :* Chute de l'utilisation des capacités productives au T1 2020-21. Troisième diminution consécutive de la confiance actuelle des consommateurs. Retour à la croissance pour les services informatiques. L'Etat prêt à emprunter 1 100 Mds INR au nom des Etats fédérés. L'Inde bientôt dans le top trois des premières destinations d'IDE ? L'Inde 3e économie mondiale devant le Japon en 2050 ?

Maldives : Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI. Signature d'une ligne de crédit de 400 M USD avec l'Inde pour le Projet de connectivité du Grand Malé.

Népal : Croissance nulle pour l'exercice budgétaire achevé selon le FMI. Consultations virtuelles bilatérales entre le Népal et l'Autriche.

Pakistan : La croissance de l'économie pakistanaise attendue à 1 % sur l'exercice 2020-21 par le FMI. Baisse du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en septembre. Hausse notable des transferts d'expatriés sur le T1 2020/21. Légère reprise du marché automobile sur le T1 2020/21. Léger creusement de la balance commerciale sur le T1 2020/21. Octroi d'un prêt de 386 M USD par le groupe de la Banque islamique de développement.

Sri Lanka : Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI. Visite d'une délégation chinoise menée par Yang Jiechi. Expansion de l'industrie manufacturière et des services d'après l'indice PMI en août.

ASIE DU SUD

- **La fermeture des écoles, une perte de 622 à 880 Mds USD pour l'Asie du Sud selon la Banque mondiale.** Les chiffres avancés de 622 Mds USD et 880 Mds USD correspondent respectivement au scénario actuel et au scénario le plus pessimiste. La fermeture des écoles représenterait une perte de 400 Mds USD pour l'Inde. Dans toute la région elle a concerné près de 391 M d'élèves et pourrait avoir un impact sur le capital humain et la productivité de toute cette génération.

BANGLADESH

- **Nouvelles prévisions de croissance de la Banque mondiale (1,6%) et du FMI (4,4%) pour 2020-21**. La Banque mondiale prévoit une croissance de 2% en 2019-20 et de 1,6% pour l'exercice en cours. Cette lente reprise s'expliquerait par une faible demande, des capacités de financement restreintes et les récentes inondations qui ont réduit la production agricole. D'après l'Institution, la crise touchera principalement le secteur industriel en 2020-21 (-0,9%), beaucoup plus que le secteur des services (+2,9%) et de l'agriculture (+2,6%). La Banque ne prévoit pas non plus de fort rebond en 2021-22, seulement 3,4%, très loin des résultats de 2018-19 (+8,1%). Au lendemain de la publication du rapport de la Banque mondiale, le ministre des Finances a réaffirmé l'objectif de 8,2% de croissance en 2020-21, affirmant que ses concitoyens prouveront que les prévisions de la Banque ne sont pas correctes.

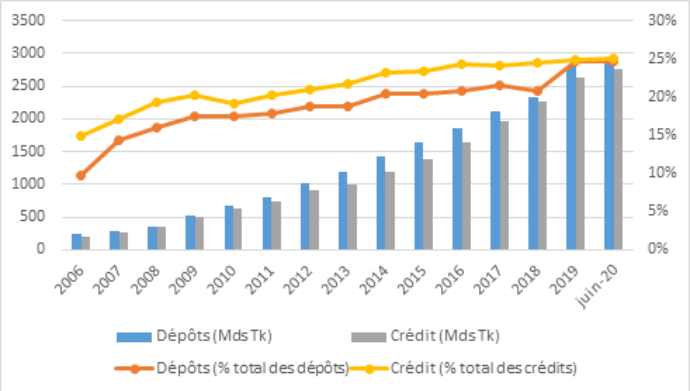
  Plus optimiste, le FMI prédit de son côté une croissance pour 2020-21 à 4,4%, mais une révision à la baisse par rapport aux données de juin 2020 (5,7%). Sur le moyen terme (2024-2025), le Fonds projette une croissance plus robuste de 7,3% identique aux projections de moyen-terme pré-covid.

	2019-20	2020-21	Date des prévisions
Gouvernement bangladais	5,24%	8,2%	Juin 2020
Banque asiatique du développement	5,2%	6,8%	Septembre 2020
Banque mondiale	2,0%	1,6%	Octobre 2020
FMI	3,8%	4,4%	Octobre 2020

- **Hausse de la dette publique selon le FMI**. Le Fonds espère que le gouvernement mènera un audit des dépenses dans les 12 mois suivant la fin de la crise alors que la dette publique pourrait atteindre 41% du PIB contre 36% fin 2019, mais rester soutenable. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, la dette extérieure du Bangladesh a augmenté de 125% à 57 Mds USD en dix ans.

- **Augmentation des dépôts en finance islamique.** La finance islamique représente 24,7% des dépôts et 25% des investissements, contre respectivement 9,7% et 14,9% en 2006, d'après les données publiées par la *Bangladesh Bank* (BB). Les dépôts sont ainsi en hausse de 15% en g.a. tandis que les investissements ont cru de 9%. Ces chiffres devraient continuer à augmenter à court terme alors que trois banques, *Standard Bank*, *NRB Global Bank* et *Jamuna Bank* ont obtenu début 2020 l'accord de la BB pour une conversion, faisant passer le nombre de banques islamiques de 8 à 11. L'*IFIC Bank* devrait également obtenir le feu vert dans les prochains mois. De plus, 5 banques ont inauguré leurs premières fenêtres islamiques en 2020, soulignant l'engouement du secteur bancaire pour la finance islamique et portant le nombre total de banques impliquées dans la finance islamique à 30. Cette dynamique s'explique par des normes

prudentielles moins contraignantes pour les banques islamiques dans un pays touché par une crise de liquidité prolongée. Enfin les banques islamiques bénéficient d'une meilleure image grâce à une gestion plus rigoureuse des prêts. Fin 2019, le taux des prêts non-performants de ces banques s'élevait à 4,8%, deux fois moins que la moyenne des banques traditionnelles.



- **Les réserves de devises étrangères au plus haut à 40 Mds USD (+25% en g.a.).** Les réserves ont dépassé pour la première fois la barre des 34 Mds USD (3 juin) après avoir reçu 732 M USD du FMI et ont finalement franchi le seuil symbolique des 40 Mds USD ce 8 octobre, soit près de 10 mois d'importations. Ce record s'explique par des transferts de fonds des expatriés historiquement hauts et des importations en baisse en raison d'une consommation locale en berne. Les importations en juillet et août ont diminué de 14% en g.a. à 6,7 Mds USD. Cette situation, couplée à des exportations en hausse, permet au pays d'avoir une balance des transactions courantes en forte augmentation à 3 296 M USD contre 204 M USD en juillet-août 2019.

  Alors que le *Bangladesh Bank Order* de 1972 limite fortement l'usage de cette réserve pour financer des projets, le gouvernement envisage d'apporter lui-même sa garantie contre des prêts en devises étrangères qui devront nécessairement être remboursés en devises étrangères. Fin août, la Banque centrale avait donné son accord pour des emprunts directs auprès de la réserve mais en a limité l'usage à deux secteurs seulement : l'énergie et les infrastructures portuaires.

- **Chute du taux de chômage à 4% en septembre après un pic 22,4% en juillet**, selon les données du *Bangladesh Bureau of Statistics* (BBS). Malgré cette forte baisse, cet indicateur reste supérieur au niveau d'avant-crise estimé à 2,3%. C'est la première fois que le BBS réalise ce type d'enquête (« *Perception Survey on Income and Expenditure* », 2 040 personnes interrogées par téléphone) aussi régulièrement et en temps réel. Certains experts mettent néanmoins en doute la méthodologie, sceptiques quant à la possibilité d'une chute du chômage aussi importante en aussi peu de temps.

  Cette enquête permet également de mettre en évidence l'effet du COVID-19 sur le revenu mensuel moyen des ménages avec une baisse de 20% entre mars 2020 (19 425 BDT, environ 200 EUR) et août 2020 (15 492 BDT). La diminution plus faible des dépenses, seulement 6%, à 14 119 BDT/mois indique une contraction importante de la capacité d'épargne, de 4 022 BDT en mars à seulement 1 373 BDT en moyenne. D'après la *Planning Commission*, le taux de pauvreté, comme d'extrême-pauvreté, s'élèvent respectivement à 29,4 % et 20,5 % en juin 2020, contre 20,5 % et 10,5 % en juin de l'année passée. Ce niveau de pauvreté devrait poursuivre sa hausse et atteindre entre 35% et 41 % d'ici à la fin de l'année.

BHOUTAN

- **Nette contraction du déficit commercial au terme du premier semestre 2020**. Selon le ministère des Finances, ce dernier a été ramené de 19 à 12,8 Mds BTN soit une diminution de 32% en g.a. La réduction des importations (-3,8% en g.a.) s'explique principalement par les restrictions sur transit des biens par la frontière avec l'Inde, fermée depuis le 23 mars, alors que les importations de produits indiens représentent 87% du total.
  A l'inverse, les exportations ont augmenté de 38% en g.a. dans le même temps, principalement en raison de l'augmentation des exportations d'électricité, liée à la mise en service de la centrale hydroélectrique de Mangdechhu en juin dernier.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Nouvelle révision des prévisions de croissance de la Banque mondiale et du FMI**, avec une contraction désormais estimée à 9,6% et de 10,3% du PIB pour l'exercice en cours. Le FMI estime que l'Inde peut rebondir à 8,8% de croissance en 2021-22 contre 6% selon les prévisions précédentes.

- **Des prévisions plutôt optimistes pour le prochain exercice budgétaire,** selon les résultats de l'enquête de la RBI auprès des instituts de prévisions (*Survey of professional Forecaster*s). A noter pour 2021-2022 le retour annoncé en positif de tous les indicateurs et en particulier de la croissance (8,2%) et de la consommation privée (8,5%). De même, l'inflation reviendrait dans la cible dès le dernier trimestre de l'exercice en cours (4,9%).

*Survey of professional Forecaster*s RBI				
Indicateurs	**2020-21**		**2021-2022**	
PIB	-9,1%		8,2%	
Consommation privée	-11,0%		8,5%	
Investissements	-21%		10,0%	
Valeur ajoutée	-8,4%		8,2%	
Exportations	-14,7%		10,2%	
Importations	-22,7%		20,6%	
Compte courant	0,5%		-0,6%	
Indice des prix à la consommation	T3 : 6,6	T4 : 4,9	T1 : 3,9	T2 : 3,8

- **Reprise des investissements indiens à l'étranger**. Les chiffres de septembre publiés par la RBI montrent une reprise des investissements sur les marchés des actions (+39% d'août à septembre et +0,9% en glissement annuel) et de la dette (investissements multipliés par trois entre août et septembre et +34% en g.a.). Toutefois, les émissions de garanties diminuent d'août à septembre de 37% et de 60% en g.a.

- **Les exportations en hausse en septembre pour la première fois en sept mois** (+6% en g.a. à 27,6 Mds USD contre 26,0 Mds UDS un an plus tôt), tandis que les importations diminuent de 19,6% pour un solde positif de 2,7 Mds USD. Les marchandises les plus concernées par la hausse des exportations sont les céréales, le minerai de fer et le riz. Les importations chutent particulièrement dans le domaine des équipements de transport, des machines et des hydrocarbures.

Sur une base semestrielle, les exportations sont ramenées à 221,9 Mds USD (-16,7% en g.a.) et les importations à 204,1 Mds USD (-35,4% en g.a.), pour un solde positif à 17,7 Mds USD. Dans le détail, les exportations de marchandises diminuent de 21,3% en g.a, les importations de 40%, principalement en raison du faible cours des hydrocarbures et le solde atteint de 23,4 Mds USD. Pour ce qui est des services, les exportations diminuent de 9,8% en g.a. et les importations de 18,5% en g.a, le solde est positif : 41,2 Mds USD.

- **L'indice des prix à la consommation au plus haut en septembre**, **7,34% et diminution de l'IIP de 8% en aout**. Cette hausse de l'inflation (6,69% en août) s'explique en partie par la hausse des prix des produits alimentaires et marque le plus haut niveau atteint en huit mois. L'inflation des produits alimentaires s'établit à 10,68% en septembre contre 9,05% en aout. Par ailleurs l'indice de production industrielle décroît de 8% en aout. L'industrie subit de plein fouet les reconfinements locaux et les restrictions de travail.

POLITIQUES MONETAIRE ET FINANCIERE

- **Comité de politique monétaire, des taux inchangés et plus de liquidités.** Les taux de prise de pension, de mise en pension et le taux au jour le jour restent inchangés (respectivement 3,35%, 4% et 4,25%). La RBI poursuivra sa politique monétaire accommodante aussi longtemps que nécessaire, tout en s'assurant que l'inflation (7,34% en septembre) revienne dans la cible (4% +/-2%). La RBI s'aligne sur les prévisions des principales agences de notations, une contraction de 9,5% en 2020-21 (-9,8% au T2, -5,6% au T3 et 0,5% au T4) et prévoit une reprise de 20,6% au T1 2021-2022 et un retour de l'inflation dans la cible à 4,3%. Des mesures additionnelles ont été prises pour favoriser l'accès à la liquidité : i) Opération de prise de pension ciblée à long terme de trois ans de 13,6 Mds USD à un taux variable lié au taux de mise en pension, ii) Opération d'open market de 2,7 Mds USD destinée pour la première fois aux Etats, iii) Augmentation de la limite de détention par les banques, jusqu'à échéance, des titres PME.

  D'autres décisions visent aussi à soutenir les exportations, alléger la régulation en cours (relèvement de l'exposition au risque des portefeuilles des banques, rationalisation des risques liés aux prêts immobiliers) et favoriser l'inclusion financière (extension du programme de prêts en commun entre banques et certaines institutions financières non bancaires (NBFC) à toutes les NBFC.

  Les marchés ont bien réagi à ces annonces, les intérêts des obligations gouvernementales à 10 ans ont diminué de 26 points de base après l'intervention de la RBI (6,63% le 13 octobre contre 6,89% le 6 octobre). Enfin, à noter qu'il s'agit de la première fois depuis février 2020 que la RBI publie des prévisions de croissance et d'inflation. En outre, la RBI avait, lors du dernier comité de politique monétaire choisi la lutte contre l'inflation comme priorité.

- **Mesures du ministère des Finances pour stimuler la consommation avant les fêtes de Diwali**. Pour le deuxième paquet destiné à la relance de l'économie par la consommation et l'investissement, le ministère a annoncé : un rehaussement de l'enveloppe des investissements de 3,4 Mds USD, des prêts aux Etats d'une maturité de 50 ans (à hauteur de 1,6 Mds USD pour l'exercice budgétaire actuel) et un programme d'avances pour les fonctionnaires de 136 USD (tous deux à taux zéro) ; ainsi que des bons d'achat détaxés.

AUTRES INFORMATIONS

- **Chute de l'utilisation des capacités productives au premier trimestre 2020-21.** Selon les résultats de l'enquête menée par la RBI *Order Books, Inventories and Capacity Utilisation Survey* sur les mois d'avril-juin 2020, l'utilisation des capacités productives sur la période sous revue s'élève à 47,3% contre 69,9% au dernier trimestre 2019-20 et 73,6% un an plus tôt.
- **Troisième diminution consécutive de la confiance actuelle des consommateurs.** Le C*urrent Situation* Index chute de 3,9 points à 49,9 entre juin et septembre, selon l'étude de la RBI *Consumer Confidence Survey*. En revanche les personnes interrogées se disent plus confiantes dans l'avenir et pour la deuxième fois consécutive le *Future Expectations Index* s'améliore 115,9 en septembre contre 105,4 en juin et revient au niveau observé il y a un an.
- **Retour à la croissance pour les services informatiques selon Fitch**. D'après l'étude « *Spotlight : Indian IT Services Sector* » menée par l'agence, les entreprises du secteur devraient retrouver le chemin de la croissance en 2021-22, après le déclin de leurs recettes au T2 2020. L'impact du COVID-19 à court terme devrait être modéré alors que de nombreux consommateurs se sont désormais tournés vers le digital et cherchent à numériser leur business.
- **L'Etat finalement prêt à emprunter 1 100 Mds INR (15 Mds USD) au nom des Etats fédérés**. L'Etat central a accédé aux demandes des quatre Etats fédérés opposés à l'emprunt sur les marchés. A la suite de la réunion du Conseil de la GST qui n'avait pas trouvé de consensus, le gouvernement central avait autorisé 21 Etats à emprunter sur les marchés pour combler le manque à gagner de la mise en œuvre de la GST. La ministre des Finances a déclaré que cet emprunt n'aurait pas d'impact sur le déficit budgétaire de l'Etat central. Cet emprunt global, plus facile à mettre en œuvre, permettra aux Etats de bénéficier d'un taux unique et plus faible que s'ils avaient dû emprunter par eux même.
- **L'Inde bientôt dans le top trois des premières destinations d'IDE ?** L'étude de la *Confederation of India Industry* et EY révèle que l'Inde pourrait devenir une des trois premières destinations d'IDE à l'horizon 2025. 67% des entreprises multinationales interrogées voient l'Inde comme une des meilleures destinations d'IDE et 30% envisagent d'y investir plus de 500 M USD. Les répondants citent en premier lieu le potentiel du marché indien, la main d'œuvre qualifiée et la stabilité politiques comme trois facteurs clés et ensuite le faible coût du travail, les réformes en cours et la disponibilité de matières premières. Les réformes récentes de réduction des taxes, d'amélioration du climat des affaires et de simplification du droit du travail ont aussi contribué à son attractivité.
- **L'Inde 3e économie mondiale devant le Japon en 2050 ?** D'après une étude de *Lancet* l'Inde pourrait devenir la quatrième économie mondiale d'ici 2030 et la troisième d'ici 2050. Seulement, l'étude a comme référence l'année 2017 et ne prend pas en compte les effets de la pandémie sur l'économie. En outre toujours selon *Lancet,* la population active indienne deviendrait la première au monde en 2100, avant le Nigéria, la Chine et les Etats-Unis, malgré un important déclin de la population active à la fois en Inde et en Chine.

MALDIVES

- **Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI.** Le FMI prévoit une croissance du PIB réel de -18,6% en 2020 contre une estimation à -8,1% en avril. Par comparaison, la croissance fut de +5,7% pour l'année 2019. Si cette croissance négative se confirme en 2020, il s'agirait de la première récession depuis 2009. 2021 devrait être marquée par une forte reprise, à +12,7%. Les revenus de l'Etat devraient s'élever à 16,8% du PIB en 2020 (27,2% en 2019).

En ce qui concerne les dépenses, celles-ci pourraient atteindre 38,7% du PIB (33,6% en 2019). La dette publique est projetée à 118,3% du PIB d'ici la fin de l'année contre 78% en 2019.

- **Signature d'une ligne de crédit de 400 M USD avec l'Inde pour le Projet de connectivité du Grand Malé**. L'*Export Import Bank of India* (EXIM) et le ministère des Finances maldivien ont signé le 12 octobre cette ligne de crédit de 400 M USD pour le développement du Projet de connectivité du Grand Malé. Ce dernier vise à relier la capitale Malé avec plusieurs îles périphériques (Villingili, Thilafushi and Gulhifalhu) via des ponts et chaussées d'une longueur combinée de 6,7 km. Le prêt devra être remboursé sur 20 ans, incluant une période de grâce de 5 ans. Celui-ci devrait être complété par un don de l'Inde de 100 M USD.

NEPAL

- **Croissance nulle pour l'exercice budgétaire achevé selon le FMI**. D'après le *World Economic Outlook* actualisé cette semaine, le FMI a abaissé ses prévisions de croissance à 0% pour l'exercice achevé le 15 juillet dernier. Cette révision, justifiée par les effets de la crise sanitaire et de la mise à l'arrêt de l'économie, est bien inférieure aux 2,27% de croissance projetés par le Bureau central des statistiques du Népal en avril. Le FMI a toutefois prévu que l'économie du Népal connaîtrait une croissance de 2,5% au cours de l'exercice budgétaire 2020/21, prévision plus optimiste que celle de la Banque mondiale (+ 0,6%).
- **Consultations virtuelles bilatérales entre le Népal et l'Autriche**. Le Co-secrétaire de la Division Europe et Amériques du ministère des Affaires étrangères népalais Nirmal Raj Kafle et le chef du département Asie-Pacifique du ministère fédéral des Affaires européennes et internationales d'Autriche Gabriele Meon-Tschurtz ont échangé des vues sur l'élargissement et l'approfondissement des engagements dans le commerce bilatéral, l'investissement, le transfert de technologie, les énergies renouvelables et le tourisme. Les deux parties ont discuté des défis posés par le COVID-19, ainsi que sur les mesures adoptées par leurs gouvernements respectifs pour lutter contre la pandémie mondiale.

PAKISTAN

- **La croissance de l'économie pakistanaise attendue à 1 % sur l'exercice 2020-21 (1er juillet 2020 au 30 juin 2021) par le FMI**. Le Fonds monétaire international, dans son dernier rapport (*World Economic Outlook, October 2020*), estime que la hausse du PIB devrait être limitée à 1 % sur l'exercice en cours, à comparer à 2,1 % selon les prévisions des autorités pakistanaises et -0.4% en 2019-20. L'inflation est attendue en hausse pour atteindre 10,2 % d'ici la fin de l'exercice budgétaire, tout comme le chômage (4,5 %). Le déficit du compte courant devrait quant à lui se creuser (-2,5 % du PIB après -1,1 % en 2019-20)
- **Baisse du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en septembre**. Les réserves brutes s'établissent à 12,2 Mds USD au 2 octobre 2020, équivalent à 3,1 mois d'importation de biens et de services (à partir des données des deux premiers mois de 2020/21). Elles enregistrent une chute de 580,6 M USD par rapport au mois précédent, principalement en raison des importants remboursements de dette extérieure effectués en septembre. Elles demeurent toutefois stables en glissement trimestriel.
- **Hausse notable des transferts d'expatriés sur le premier trimestre de l'exercice 2020/21**. Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 7,1 Mds USD entre juillet et septembre 2020, en progression de 31,1 % en glissement annuel. Les transferts en provenance d'Arabie saoudite (29,1 % du total), du Royaume-Uni (13,8 %) et des Etats-Unis (8,9 %) enregistrent une

progression notable de respectivement 33,7 %, 71,5 % et 62,8 %. Ceux en provenance des Emirats arabes unis et des autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) s'affichent également en hausse d'environ 8 % et représentent désormais 19,9 % et 10,8 % des transferts totaux.

- **Légère reprise du marché automobile sur le premier trimestre 2020/21**. Les ventes de véhicules automobiles ont progressé de 3,4 % en glissement annuel entre juillet et août 2020 pour atteindre 35 800 unités. Les ventes de tracteurs et de motocyclettes/tricycles s'affichent également en hausse de respectivement 14 % et de 22,1 % sur la période considérée. Les ventes de poids-lourds reculent quant à elles de 12,2 %. Il convient toutefois de noter la forte baisse de la production de véhicules automobiles sur la période considérée (-22,4 % en glissement annuel).

- **Léger creusement de la balance commerciale sur le premier trimestre 2020/21**. Selon le Bureau des statistiques, le déficit commercial atteint 5,8 Mds USD entre juillet et septembre 2020 (+2 % par rapport au T1 2019/20). Si les importations exprimées en PKR progressent de 6,4 % en glissement annuel, elles restent stables en dollar (+0,6 %) et représentent 11,3 Mds USD. Les exportations reculent quant à elles légèrement de -0,9 % à 5,5 Mds USD (+4,8 % en PKR). Sur le seul mois de septembre, les recettes d'exportations affichent une hausse de 18,2 % par rapport au mois précédent marqué par de fortes inondations (+6,1 % en glissement annuel).

- **Octroi d'un prêt de 386 M USD par le groupe de la Banque islamique de développement pour financer les importations pakistanaise de GNL et de pétrole**. Ce prêt s'inscrit dans le cadre de la facilité de financement de la société islamique internationale pour le financement du commerce (ITFC) activée en 2018 à hauteur de 4,5 Mds USD sur une durée de trois ans. Le montant total des financements attendus sur le seul exercice 2020/21 s'élève à 1,2 Md USD avec trois entreprises éligibles, à savoir : *Pakistan State Oil Company Limited* (PSO), *Pakistan Arab Refinery Limited* (PARCO) et *Pakistan LNG Limited* (PLL).

SRI LANKA

- **Réduction sensible des prévisions de croissance par le FMI.** Le FMI prévoit une croissance du PIB réel de -4,6% en 2020 contre une estimation à -0,5% en avril dernier. Par comparaison, la croissance a été de +2,3% au cours de l'année 2019. L'année 2021 devrait être marquée par une forte reprise, à +5,3%. Si cette croissance négative se confirme en 2020, il s'agirait de la première récession à Sri Lanka depuis 2001. Les revenus de l'Etat devraient s'élever à 9,3% du PIB en 2020 (12,6% en 2019). En ce qui concerne les dépenses, celles-ci devraient atteindre 18,9% du PIB (20,8% en 2019). La dette publique est projetée à 98,3% du PIB d'ici la fin de l'année contre 86,8% en 2019.

- **Visite d'une délégation chinoise menée par Yang Jiechi.** Une délégation chinoise, menée par le directeur des affaires étrangères du Parti communiste chinois Yang Jiechi, est venue à Sri Lanka début octobre pour renforcer les liens entre les deux pays. Il s'agit du premier pays visité dans le cadre d'une tournée dans quatre pays asiatiques. Un accord de coopération économique et technique, offrant un don de 600 M RMB, a été signé le 9 octobre entre l'agence chinoise du développement (CIDCA) et le ministère des Finances. Celui-ci couvrira le secteur de la santé, l'éducation et de l'eau dans les régions rurales. Par ailleurs, un protocole d'entente a en outre été signé entre les deux pays le 14 octobre pour renforcer leur coopération technique dans le secteur de l'approvisionnement en eau. Enfin, un soutien budgétaire de 500 M USD de la *China Development Bank*, qui s'ajouterait à celui du même montant obtenu en mars dernier, est en cours de négociation.

- **Expansion de l'industrie manufacturière et des services d'après l'indice PMI en août**. Ce dernier, publié par la banque centrale, est un indicateur reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis de l'environnement économique. L'indice PMI dans le secteur de l'industrie manufacturière (*Purchasing Managers' Index - Manufacturing*) a atteint 57,9 points en août, confirmant l'expansion des activités (car > à 50). Néanmoins, il affiche une légère baisse par rapport à juillet (-6,7 pts). Le sous-indice « Production » s'est élevé à 57,5 points contre 73,7 le mois précédent. Cette expansion s'explique notamment par le secteur agroalimentaire et des boissons. Le sous-indice « Nouvelles commandes » affiche une bonne résilience à 58,5 points malgré une chute de -11 pts par rapport à juin. Le sous-indice « Stock des achats » affiche une expansion avec un indice de 57,5 (61,6 en juillet). Le sous-indice « Délai de livraison » continue de s'allonger, atteignant 62,5 points (58,9 en juillet) du fait de difficultés logistiques. L'emploi manufacturier est en progression (54 points). Les sondés ont surligné l'impact négatif des restrictions aux importations sur les activités manufacturières. En outre, les fabricants pointent le niveau relativement faible de la demande extérieure, les empêchant ainsi d'atteindre leur niveau pré-COVID.

  L'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services (*Purchasing Managers' Index - Services*) a été de 56 points en août, soit +4,6 points par rapport au mois précédent. Les sous-indices « Nouvelles activités » (de 58,3 ; contre 53,5 en juillet) et « activités commerciales » (66,7) démontrent la confiance des sondés dans la reprise, notamment dans les secteurs des transports et de l'hôtellerie/restauration grâce au développement du tourisme local. Le sous-indice « Prévisions d'activités » a cru de 65,5 à 70,8 sur la période, montrant la confiance des acteurs dans la reprise économique et la stabilité politique attendue du fait de la victoire du gouvernement aux élections législatives du 5 août. Néanmoins, le sous-indice « Emploi » reste dans une tendance négative (38,2 ; 40 le mois précédent) du fait de l'arrêt prolongé des recrutements.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, J. Deur, D. Simon, A. Boitière, J-A. Egea et H. Lafond.

Version du 16/10/2020